

Recherches sociographiques



Philippe GARIGUE, *L'option politique du Canada français : une interprétation de la survivance nationale*

Vincent Lemieux

Volume 4, numéro 2, 1963

Thèmes idéologiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055188ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055188ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemieux, V. (1963). Compte rendu de [Philippe GARIGUE, *L'option politique du Canada français : une interprétation de la survivance nationale*]. *Recherches sociographiques*, 4(2), 243–244. <https://doi.org/10.7202/055188ar>

Dans une toute dernière section, les auteurs s'interrogent sur les « enseignements » méthodologiques qui se dégagent de leur « expérience » (p. 205). À l'intention des chercheurs québécois, ils rappellent « la carence effarante », dans notre milieu, « de la documentation de base » ainsi que « l'urgence d'une histoire de l'aménagement de l'ensemble du territoire québécois » (p. 206). À l'intention de tous les chercheurs, ils précisent les suggestions qu'offre leur monographie pour des recherches ultérieures, qui se voudraient plus proprement théoriques, sur la définition même des variables qui ont été retenues par leur modèle.

Ces trois dernières pages, à elles seules, résument toutes les qualités d'un ouvrage remarquable à tant de points de vue. Je répète que cet ouvrage de Dumont et Martin fera époque. Grâce à eux, l'analyse sociologique de la région vient d'acquiescer ses lettres de créance.

Jean-C. FALARDEAU

*Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.*

Philippe GARIGUE, *L'option politique du Canada français: une interprétation de la survivance nationale*, Montréal, Éditions du Lévrier, 1963, 174 p.

Le doyen Garigue se trouve bien situé pour réfléchir sur la crise nationaliste actuelle du Canada français. Même s'il est solidement implanté dans notre société, il la voit et la juge avec un certain recul, souvent impossible aux « indigènes » que nous sommes. Sa formation de sociologue et ses études antérieures sur le Canada français ajoutent encore à l'autorité de sa position.

Je dirai dans un moment comment l'auteur me semble avoir joué ces atouts. Mais il faut d'abord tenter de résumer une argumentation qui, invoquant Descartes, se veut un exercice de logique et de démonstration scientifique.

Le but que se propose le doyen Garigue est de dégager le facteur prédominant ou « variable stratégique déterminant » de la conjoncture défavorable qui pèse sur le Canada français depuis 1760. Cette recherche commence par une assez longue introduction théorique où l'auteur définit le Canada français comme étant « en transition du niveau du regroupement culturel à celui de la nation-État » (p. 15), recense quelques théories sur la formation de la nation, puis discute de méthode, pour enfin aboutir à cette hypothèse que « l'orientation principale du Canada français, ainsi que des valeurs culturelles, sont les résultats d'une motivation canalisée par la priorité totale de la survivance comme déterminatrice du comportement » (p. 28).

Dans les trois chapitres suivants, l'auteur applique la notion de survivance à l'étude du Canada français, montre comment s'y sont développées l'idée de la légitimité nationale et celle de la primauté de l'autonomie culturelle. Après quoi il est longuement question du lien direct, au Canada français, entre sentiment d'appartenance et sentiment d'identité, ainsi que de leur institutionnalisation. Un autre chapitre traite des trois orientations principales de la pensée canadienne-française (idéologies d'Église, idéologies fédéralistes et idéologies indépendantistes), de la crise idéologique actuelle et du sentiment d'aliénation qui l'accompagne. Ce sentiment d'aliénation ainsi que l'évidence accumulée dans les chapitres précédents incitent le doyen Garigue à poser que le « variable stratégique déterminant » de la conjoncture défavorable au Canada français est la situation de dépendance où il se trouve depuis 1760. Après avoir indiqué comme cette situation fut longtemps rendue acceptable par « la possibilité de canaliser les aspirations des Canadiens français vers des buts non conflictuels » (p. 151), l'auteur montre qu'il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Une nouvelle solution politique est nécessaire. Il y a bien le séparatisme, mais le doyen

Garigue lui préfère une solution « plus dynamique, plus intégrée à la totalité du développement du Canada français », et « permettant à la nation canadienne-française d'exister dans la totalité du Canada, et d'être un élément de base d'un "nouveau" fédéralisme bi-national » (p. 174).

J'ai résumé de mon mieux un ouvrage qui m'a paru rapidement écrit et faiblement articulé. La nécessité du passage d'un chapitre à l'autre est rarement évidente, et à première vue tout au moins on a l'impression de lire des essais divers sur un même thème, plutôt que de progresser dans la démonstration.

Pourtant des suppositions et des hypothèses assez neuves sont jetées parfois, autour desquelles on pourrait rebâtir l'ouvrage. Deux chapitres surtout (« Les fondements de la légitimité nationale », « Situation de dépendance et organisation sociale ») m'ont paru suggestifs. Dans l'un, on trouve des indications intéressantes sur les situations qui engendrent l'opposition aux Canadiens de langue anglaise, et, dans l'autre, la discussion des activités compensatrices à la situation de dépendance est également pleine de remarques perspicaces. Ce sont aussi les deux chapitres où l'auteur, qui a toujours retenu de notre société l'homogénéité plutôt que l'hétérogénéité, s'efforce de prendre une vue un peu pluraliste de nos groupes sociaux. Pourtant, les Canadiens français dont le doyen Garigue veut éclairer « l'option politique », ce sont aussi ces quelques centaines de milliers de paysans, d'ouvriers, d'employés, de commerçants qui, assez peu agités par les préoccupations nationalistes, quoi qu'on en pense, viennent de voter une fois ou deux fois pour le Crédit social. Et quand, pour analyser les « caractères généraux du sentiment d'appartenance du Canada français », l'auteur examine le cas de cinq individus « de classe moyenne (qui) vivaient à Montréal au moment de l'enquête » (p. 98), c'est une caricature grossière de notre société qu'il présente. Et il faut beaucoup d'audace pour prétendre que « sans entrer dans la question de savoir quelle est la proportion des Canadiens français acceptant les attitudes présentées dans les cinq cas » (p. 107), il est possible de conclure telle et telle chose et de tirer les conséquences de cette généralisation (p. 108).

Quant à la terminologie soi-disant sociologique de l'auteur, elle semble quelque peu mystificatrice. Les guillemets ne suffisent pas pour faire de la notion d'« organisation sociale faussée » un concept sociologique, pas plus que sont des concepts sociologiques les notions polémiques de « nation » et de « survivance ». À l'inverse, l'emploi qui est fait du concept de « variable stratégique déterminant » n'est que métaphorique : un emploi plus rigoureux aurait commandé un ouvrage autrement plus systématique que celui que nous a livré le doyen Garigue. Étant donné l'importance accordée finalement au concept sociologique de dépendance, il aurait été bon qu'on nous montre un peu plus précisément comment ce concept, utilisé pour exprimer certains rapports entre sociétés très différentes et séparées par la *color line*, peut aussi s'appliquer à la situation du Canada français depuis 1760. Car chez Mannoni, tout au moins, la dépendance signifie aussi bien la sécurité que trouve l'inférieur chez le supérieur, que la domination de celui-là par celui-ci.

Comme je l'ai dit au début de ce compte rendu, le doyen Garigue était on ne peut mieux placé pour éclairer le débat qui agite nos élites autonomistes et fédéralistes, et il est à son honneur d'être convaincu que « ce n'est pas seulement une sagesse d'appliquer la raison et l'analyse scientifique aux problèmes du Canada français, ce sont aussi les outils essentiels du renouveau que désire l'homme d'action » (p. 164). Il faut seulement regretter qu'une sociologie trop emphatique en même temps que trop courte ait inspiré un ouvrage qui n'éclaire que par moments.

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval.*